

Brochure n° 3156

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2149. – ACTIVITÉS DU DÉCHET**

AVENANT N° 57 DU 28 NOVEMBRE 2017  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS

NOR : ASET1850095M  
IDCC : 2149

Entre :  
SNAD ;  
SNEFiD,

D'une part, et  
FGTE CFDT ;  
SNATT CFE-CGC ;  
UNCP FO ;  
FGT CFTC,

D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux se sont retrouvés à l'occasion des négociations sur les salaires minima conventionnels pour l'année 2018.

Au terme des réunions de négociation, ils se sont entendus sur le relèvement de la valeur du point.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Valeur du point*

Les dispositions de l'article 3.6 du titre III de la convention collective nationale des activités du déchet sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La valeur du point est fixée à 15,16 €. »

**Article 2**

*Égalité salariale entre les hommes et les femmes*

Les partenaires sociaux constatent l'existence d'un déséquilibre structurel des effectifs entre les hommes et les femmes dans le secteur et considèrent que cette situation résulte notamment de la nature même de certaines activités et, plus généralement, de phénomènes culturels et sociaux dépass-

sant le cadre de l'entreprise. Néanmoins, par les évolutions techniques des activités et des matériels utilisés, les entreprises cherchent activement à favoriser la mixité.

En tout état de cause, les partenaires sociaux rappellent à ces dernières qu'elles sont tenues de respecter le principe d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et plus particulièrement le principe d'égalité salariale.

### **Article 3**

#### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent accord prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### **Article 4**

#### *Durée*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

### **Article 5**

#### *Révision*

Toute demande de révision doit être portée à la connaissance des autres parties signataires par lettre recommandée avec avis de réception et être accompagnée de propositions écrites.

Les organisations syndicales représentatives sont réunies au plus tard, dans un délai de 3 mois après la date de réception de la demande de révision, pour débiter les négociations.

### **Article 6**

#### *Dépôt et publicité*

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les articles L. 2231-7 et D. 2231-2 du code du travail.

Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 28 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)